



De l'utilité du G7 : témoignage d'un sherpa

Peter M. Boehm

TRADUCTION **Cécile Tarpinian**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2019/2 Été , PAGES 61 À 74

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037300027

DOI 10.3917/pe.192.0061

Date de mise en ligne : 05/06/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-2-page-61?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

page 61

contrechamps

À QUOI SERT LE G7 ?



De l'utilité du G7 : témoignage d'un sherpa

Par **Peter M. Boehm**

Peter M. Boehm a été nommé au Sénat du Canada en octobre 2018. Ambassadeur, sous-ministre à plusieurs reprises, il a été sherpa de plusieurs Premiers ministres pour les sommets du G8 et G7, en particulier celui de Charlevoix en 2018.

Traduit de l'anglais par Cécile Tarpinian.

Le G7 constitue un élément informel mais important de la gouvernance mondiale. Ses membres sont supposés unis par des valeurs communes, ce qui explique, par exemple, que la Russie ne participe plus à ses travaux. Le G7 met en œuvre une machinerie très complexe qui a vocation à traiter de tous les problèmes globaux. Le sommet de Charlevoix, et l'ensemble des réunions qui l'ont entouré, ont illustré la volonté du Canada de donner un nouveau souffle, et une nouvelle surface à ces mécanismes.

politique étrangère

Les réflexions qui suivent partent d'une profonde conviction : le G7 est utile, et même nécessaire, à un moment clé de l'histoire mondiale, alors que des valeurs et un travail communs sont plus essentiels que jamais pour renforcer la démocratie libérale et sauver un ordre international fondé sur des règles. Si le G7 présente sans conteste des défauts, ses avantages, d'après mon expérience de 30 ans de sommets, les dépassent largement. Le G7, en dernière instance, fonctionne plutôt bien comme organe d'influence, même si sa capacité à traiter les problèmes mondiaux et à répondre aux préoccupations des citoyens pourrait être améliorée. Il se trouve aujourd'hui sur la sellette, pour des raisons qui tiennent principalement à la perception d'inégalités mondiales en hausse, une critique souvent alimentée par des éléments isolationnistes et xénophobes.

Sans surprise, j'avancerai ici un point de vue canadien, centré sur la présidence canadienne du G7 en 2018 et le sommet de Charlevoix. Lors de ce sommet, les discussions informelles qui caractérisent le G7 ont culminé lorsque les chefs d'État et de gouvernement, accompagnés de leurs représentants personnels – les sherpas – ont vivement débattu

des mérites de l'ordre international fondé sur des normes. Le G7 est un groupe à l'influence significative : il peut lancer des tendances, attirer l'attention sur des problèmes internationaux, identifier les solutions possibles. Il peut aussi agir comme source d'initiative et d'influence au profit d'autres organismes : G20, Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Organisation des Nations unies (ONU), organisations régionales...

Une généalogie

Les États membres du G7 partagent traditionnellement les valeurs fondamentales de la démocratie libérale : respect de l'état de droit, attachement à un ordre international fondé sur des règles communes, défense des droits de la personne, promotion des marchés libres et ouverts. Ces valeurs essentielles constituent le socle de discussions spontanées et franches entre dirigeants, un dialogue authentique et productif débouchant au final sur des résultats plus efficaces. C'est à ce dialogue que les dirigeants sont le plus attachés – en dépit du scepticisme avec lequel presque tous les participants abordent leur premier sommet – et c'est ce dialogue même, sans doute, qui explique que les sommets et les réunions du G7 aient traversé l'épreuve du temps.

Depuis le lancement de ces sommets en 1975, le Groupe – d'abord G6, puis G7/G8 – s'est réuni tous les ans, sans exception. En comptant le sommet de Charlevoix de 2018, présidé par le Canada – pour lequel j'ai été le vice-ministre responsable et sherpa du Premier ministre –, les démocraties industrielles avancées du monde se sont ainsi réunies à 45 reprises. Au fil du temps, le groupe a davantage mis l'accent sur des valeurs communes, valeurs pas nécessairement liées à son poids économique collectif, mais plutôt à son influence sur le traitement de grandes questions mondiales, et dans les institutions internationales ou les fonds liés à des initiatives mondiales. Les sommets ont aussi vu fleurir sur leurs marges tout un réseau de réunions ministérielles, groupes de travail spécialisés et rencontres *ad hoc*.

Lorsqu'en 1975 les grandes démocraties libérales, représentées par leurs chefs d'État ou de gouvernement, se sont réunies pour la première fois en France, à Rambouillet, elles formaient le Groupe des 6. Cette réunion au sommet inaugurerait une série de rencontres annuelles où les dirigeants débattraient des défis complexes et des opportunités se présentant à leur pays ou à la communauté internationale. Les six nations industrielles composant le G6 étaient alors la France, les États-Unis,

le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon et l'Italie. Au sommet suivant, en 1976 à San Juan (Porto Rico), le G6 est devenu G7 avec l'inclusion du Canada.

C'est en grande partie grâce à l'insistance du président américain d'alors, Gerald Ford, que le Canada peut être fier de participer au G7 depuis 43 ans. Durant cette période, le Canada a accueilli six sommets du G7 : en 1981 à Ottawa-Montebello, en 1988 à Toronto, en 1995 à Halifax, en 2002 à Kananaskis, en 2010 à Muskoka et enfin en 2018 à Charlevoix.

En 1977, à Londres, la Communauté européenne fut invitée à participer au sommet, et l'Union européenne (UE) qui lui a succédé est restée une alliée essentielle. En 1998 à Birmingham, après plusieurs années de participation de la Russie à des degrés divers, le G7 est devenu G8 avec pour la première fois une pleine participation de Moscou – sur toutes les questions économiques et financières. La Russie est devenue membre à part entière du Groupe quand elle a annoncé, en 2002, qu'elle hébergerait le sommet du G8 de 2006 à Saint-Petersbourg.

En 2014, la Russie devait accueillir un deuxième sommet, à Sotchi. J'ai assisté à la première – et unique – réunion préparatoire des sherpas à Moscou en février 2014. Mais suite à l'intervention russe en Crimée, les sept autres pays du Groupe se sont réunis en marge d'un sommet sur la sécurité nucléaire à La Haye en mars, et ont publié une déclaration réaffirmant la souveraineté de l'Ukraine et annonçant leur intention de se réunir à sept à Bruxelles, en juin, aux dates initialement prévues pour la rencontre de Sotchi. La Russie n'a pas été purement et simplement exclue, la porte étant laissée ouverte pour l'hypothèse où Moscou changerait de politique vis-à-vis de l'Ukraine. Entre sanctions économiques, stagnation des accords de Minsk et indifférence de la Russie (qui voit dans le G20 un groupe plus représentatif), cinq sommets, à partir de 2014, se sont déroulés sans la Russie.

Un appel à réinviter la Russie à la table des discussions est d'abord venu d'un seul dirigeant du G7 : le président Donald Trump – sans consultation préalable des autres membres. Il a été suivi – sur Twitter – par le président du Conseil italien Giuseppe Conte. Ces deux dernières années, d'autres pays ont entamé des pourparlers non officiels afin de participer au G7, arguant de l'équilibre géographique et économique, ou d'un nécessaire élargissement. Ces tentatives n'ont pas été couronnées de succès, le G20 considérant qu'il répond déjà à la plupart de ces arguments, dans sa logique propre.

Une gouvernance mondiale informelle

Le G7 reste un groupe informel de gouvernance mondiale. À la différence de la plupart des institutions internationales, comme les Nations unies, il n'a ni charte, ni secrétariat commun, ni dispositif de vote. Ses procédures se sont développées au fil du temps, et ne sont pas particulièrement ésotériques. Les décisions et communiqués des rencontres entre dirigeants ou ministres sont fondés sur le consensus. Si ce mode de fonctionnement est plus praticable dans un corps de sept membres (plus l'UE) que dans une organisation de 193 pays comme l'ONU, la décision par consensus, même dans un petit groupe, a ses avantages et ses inconvénients.

Premier avantage d'une prise de décision par consensus : une seule voix s'exprime, celle de membres unis pour identifier des priorités et prêts à s'engager pour des résultats. Cela signifie que même si des objections se sont élevées, les membres ont pu négocier et obtenir un consensus. Le signal politique envoyé au monde est ainsi très fort. Cela fut le cas lors de la crise de la dette souveraine mondiale en 2008-2009, et pour la décision de priver la Russie de son appartenance au G8 après son intervention en Crimée. Parler d'une seule

Le consensus : côtés positifs et négatifs

voix est particulièrement important aujourd'hui, dans un monde globalisé et fracturé. Il est crucial que les populations et communautés les plus vulnérables – celles pour qui le G7 peut avoir l'impact le plus fort – puissent faire confiance au groupe et à sa volonté de travailler en commun pour mettre en œuvre de vrais changements.

On peut citer plusieurs exemples de réussites que ce fonctionnement par consensus a rendues possibles. Par exemple : la création, en 1989, du Groupe d'action financière (GAFI) ; le Fonds pour la réalisation d'un massif de protection à Tchernobyl en 1997 (toujours actif) ; le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en 2001 ; le Partenariat mondial pour l'éducation, le Plan d'action pour l'Afrique et le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes en 2002 ; l'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire mondiale en 2009, qui s'est engagée à verser 22 milliards de dollars pour répondre à la crise de la sécurité alimentaire des années 2000, laquelle est en partie à l'origine des printemps arabes ; l'Initiative de Muskoka pour la santé maternelle, néonatale et infantile en 2010 ; le soutien, en 2014, à la souveraineté de l'Ukraine et de sa population après l'invasion russe en Crimée ; les engagements à soutenir l'accord de Paris sur le climat en 2015 ; le Mécanisme de financement d'urgence contre les pandémies en 2016, à la suite de la dévastatrice

épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest ; et, en 2018 à Charlevoix, le lancement du Plan d'action pour la santé des océans et des mers et des communautés côtières résilientes, ainsi que l'engagement sur les questions relatives au travail, avec notamment la conception d'une Vision commune sur l'avenir de l'Intelligence artificielle, dans un contexte où doivent s'imaginer les emplois du futur.

Comme tout élément issu d'un environnement collectif, l'accord par consensus a cependant ses défauts. Inconvénient principal de la méthode : dans une enceinte comme le G7, un seul membre peu coopératif peut bloquer des résultats souhaités par tous les autres. Ce fut le cas à Taormine en 2017 et à Charlevoix l'année suivante : les États-Unis ont refusé le consensus sur le changement climatique, se sont montrés réticents quant aux références au protectionnisme et au développement durable, et ont mis en cause – publiquement, qui plus est – le soutien à l'ordre international fondé sur la règle de droit. Sur ce dernier point, les Américains ont toutefois accepté de soutenir le communiqué issu d'une discussion improvisée entre chefs d'État et gouvernement. Autre nouveauté plutôt déplaisante : le président américain a rompu le consensus après la publication des documents du sommet, *via* des piques envers le pays hôte sur Twitter. Ces circonstances ont produit une réaction inhabituelle lors de la rencontre des ministres des Finances du G7 l'an dernier : le groupe habituellement uni (à six plus l'UE) a émis une condamnation sans précédent des États-Unis pour leur décision de taxer l'acier et l'aluminium en provenance des autres membres du G7.

Les grands choix de Charlevoix

C'est le chef d'État ou de gouvernement du pays hôte qui est chargé de proposer les thèmes, initiatives et réunions ministérielles pour l'année de sa présidence, durant laquelle va se tenir le sommet lui-même. Le chef d'État ou de gouvernement, sur les conseils de son sherpa, déterminera les initiatives ouvertes lors de précédents sommets, et sur lesquelles il convient de se pencher à nouveau. Si les grands sujets mondiaux et les questions brûlantes du moment sont inévitablement à l'ordre du jour, le dirigeant du pays hôte peut leur associer d'autres thèmes de politique internationale ou intérieure. C'est ce qu'a fait le Premier ministre Justin Trudeau en mettant à l'honneur une croissance économique inclusive, l'avenir du travail et l'impact de l'Intelligence artificielle ; l'égalité hommes-femmes et l'émancipation des femmes (qu'il a identifiées comme thème majeur de la présidence canadienne) ; la défense de la démocratie face aux menaces extérieures ; l'établissement d'un programme pour la santé des océans.

En intensifiant les discussions sur la croissance économique, la formation et l'égalité entre les sexes, Trudeau élargissait très nettement les thèmes des deux précédents sommets de Taormine (2017) et d'Ise-Shima (2016). Ces thèmes ont également fait l'objet de discussions additionnelles pour les sherpas lors du processus préparatoire, dans l'objectif de développer des initiatives et un suivi conjoints. Le sujet des océans et des déchets plastiques représentait également une extension concrète des discussions des quatre précédents sommets sur la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat. Les Américains, ambivalents à Taormine, en sont venus, avant la fin de l'année, à rejeter l'accord. C'est pourquoi – avec l'objectif stratégique de faire parler le G7 d'une seule voix – le Canada a formulé ses propositions concernant la santé des océans et la résilience des communautés côtières, en prenant acte du fait que les États-Unis avaient aussi été touchés par des ouragans inhabituellement forts.

Des discussions ont eu lieu, entre sherpas puis entre dirigeants, sur le thème de l'ordre international fondé sur les normes, et une attention particulière a été accordée à la surcapacité mondiale de production d'acier, et au rôle des pays n'ayant pas une économie de marché : autant de thèmes remontant au sommet d'Elmau de 2015 (qui avait réuni d'autres chefs d'État ou de gouvernement). Emmanuel Macron a

Les priorités de Biarritz en 2019

pour sa part choisi l'inégalité économique comme thème central du sommet de Biarritz de 2019, et décidé de faire du travail du Conseil consultatif sur l'égalité entre les sexes – mis en place lors de la présidence canadienne – un axe central de la présidence française du G7. Quant aux thèmes et initiatives que les États-Unis choisiront de mettre à l'honneur pour leur présidence de 2020, la question reste ouverte.

Traditionnellement, à l'issue d'un sommet du G7, les chefs d'État ou de gouvernement publient un communiqué reflétant leurs discussions mais aussi les initiatives sur lesquelles ils se sont mis d'accord au cours des longs mois de négociation entre sherpas. Ce document est destiné à démontrer l'unité et le rôle moteur du G7 à destination du reste du monde, à encourager les pays membres à poursuivre sur le plan interne les politiques et initiatives pour lesquelles un accord a été trouvé (avec les adaptations propres à un système démocratique), et à distinguer les initiatives prêtes pour la mise en œuvre de celles, plus ambitieuses, qui doivent encore faire l'objet de travaux lors des sommets ou rencontres ministérielles à venir – au G7 ou ailleurs.

Lors du sommet canadien de Charlevoix, la question s'est posée de savoir s'il valait, ou non, la peine de négocier un communiqué... Les

profondes divergences existant entre les pays membres sur un certain nombre de sujets – le changement climatique, l'ordre international fondé sur des normes, le protectionnisme commercial, l'Iran et l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien... – pouvaient faire craindre qu'un communiqué ne puisse reposer que sur un « plus petit commun dénominateur » qui n'aurait pas eu grande signification, et n'aurait pas envoyé au monde un message de rassemblement. Une autre solution aurait été de publier un résumé des discussions par le pays assumant la présidence. Les sherpas ont cependant estimé, soutenus par le Premier ministre Trudeau, qu'il fallait entreprendre la négociation d'un communiqué, la publication par la présidence d'un résumé restant possible en dernier recours. Les Canadiens gardaient ainsi en réserve une déclaration, à tout hasard. Après des négociations ardues – avec notamment une session nocturne au début du sommet –, un communiqué substantiel (avec une divergence attendue sur le changement climatique) put être rédigé.

La présidence canadienne a par ailleurs choisi de négocier à l'avance sept accords par consensus pour éviter que des initiatives importantes pour le pays hôte soient passées sous silence au profit d'un communiqué au destin final incertain. Ces « déclarations d'engagement de Charlevoix » portaient sur l'égalité et la croissance économique, le financement novateur du développement, l'avenir de l'Intelligence artificielle, une éducation de qualité pour les filles et les femmes dans les pays en développement, la fin des violences sexuelles et de genre, la maltraitance et le harcèlement numériques, la défense de la démocratie contre les menaces extérieures, et le programme pour la santé des océans, des mers et des communautés côtières résilientes.

Les rencontres ministérielles s'avèrent ainsi très utiles pour avancer sur les sujets à l'ordre du jour du G7. Elles produisent leurs propres documents finaux – déclarations, communiqués ou résumés par la présidence. L'organisation et la préparation de ces réunions incombent aux hauts fonctionnaires des services et ministères correspondants, et à la pléthore de groupes de travail contribuant aux négociations préparatoires. Sous la présidence française, il y a 34 groupes de négociations – un peu plus qu'au Canada l'an dernier. Ils incluent les sherpas, les « sous-sherpas » (généralement des hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères), des sous-ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales, des directeurs politiques des ministères des Affaires étrangères, et des groupes aussi divers que le Groupe de travail sur l'investissement étranger, le Groupe du travail du G7 et de la RPDC sur les sanctions, le Groupe de travail Lyon-Rome pour la lutte internationale contre le crime et le terrorisme, le Groupe de travail pour la sécurité alimentaire et le Groupe de travail des experts de la santé...

Rompant avec les pratiques passées, le Premier ministre Trudeau a choisi de regrouper les rencontres ministérielles autour des thèmes qu'il avait définis. Ces rencontres devaient se tenir en parallèle mais avec une session commune pour chaque groupe. Ainsi les rencontres ministérielles du travail et du développement et de l'innovation économiques se sont-elles tenues à Montréal en mars 2018, avec une session commune dédiée à l'impact de l'Intelligence artificielle sur les futurs emplois. De même,

Les engagements parallèles au sommet

les rencontres des ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur ou de la Sécurité ont eu lieu parallèlement à Toronto en avril, avec une session commune consacrée au retour des combattants de Daech, au contre-terrorisme et à la cybersécurité. Lorsque les ministères des Finances et du Développement se sont réunis à Whistler (Colombie-Britannique), une semaine avant le sommet, leur session commune s'est penchée sur les options de financement novateur pour le développement international, avec une attention spéciale sur la mise en œuvre des Objectifs pour un développement durable de l'Agenda 2030.

Contrairement aux autres années, il n'y a eu qu'une seule série de rencontres ministérielles après le sommet de Charlevoix, à savoir la rencontre environnement/énergie/pêche/océans à Halifax (Nouvelle-Écosse) en septembre 2018. Le but était ici de permettre une discussion substantielle sur le thème du changement climatique, du plastique dans les océans, de la résilience côtière et de l'énergie, entre les dirigeants des pays membres du G7, les 12 chefs d'État ou de gouvernement qui s'étaient joints à eux, et les directeurs de quatre organisations internationales invités au deuxième jour du sommet de Charlevoix. Ce choix canadien de regrouper les rencontres ministérielles, s'il a entraîné une façon de travailler inhabituelle pour les services qui devaient organiser les rencontres, notamment sur les sujets transversaux ou communs, a permis de faire émerger une approche politique plus nuancée et interconnectée. Il s'agissait là d'une tentative significative et innovante pour rendre les débats du G7 plus pertinents par le croisement des questions politiques, qui a contraint les administrations canadiennes, mais aussi celles des autres pays membres, à réfléchir différemment. Cela n'a pas été facile, mais c'était certainement une bonne chose.

Concernant la séance de sensibilisation du sommet, plusieurs approches ont été mises en œuvre au fil des ans. Une perspective centrée sur l'Afrique a prévalu, dans l'esprit des sommets de Kananaskis (2002) et de Gleneagles (2005). La séance de sensibilisation de ces sommets – ainsi que d'autres – a permis d'attirer l'attention des membres du G7, du Comité d'aide au développement de l'OCDE, et des organisations internationales majeures – en particulier ONU et Banque mondiale – sur les questions

de développement du continent africain. Une telle approche s'est retrouvée récemment au sommet de Taormine en 2017, qui a évoqué la situation des pays d'Afrique du Nord dans le contexte des printemps arabes, et les problèmes méditerranéens. Les choses avaient été un peu différentes à Ise-Shima en 2016, le Japon ayant invité des dirigeants africains pour un panel africain.

L'importance de la dimension environnementale

Le Canada a adopté une perspective différente lors de la séance de sensibilisation à Charlevoix, et souhaité organiser une discussion entre dirigeants sur le sujet de la santé des océans et des mers, et la résilience des communautés côtières, avec la publication d'une Charte sur les plastiques dans les océans. Cette discussion devait avoir plus d'impact avec la participation des dirigeants de plusieurs petits États insulaires en développement (PEID) : furent donc invités les dirigeants des Îles Marshall, de la Jamaïque, d'Haïti et des Seychelles. Des voix africaines ont également pu se faire entendre, en particulier dans le cadre des débats sur la résilience côtière, grâce à la présence d'États africains clés : Afrique du Sud, Sénégal et Rwanda (en tant que pays assumant la présidence de l'Union africaine). Une telle démarche annonçait la tenue à Nairobi (Kenya) de la Conférence sur l'économie bleue durable en novembre 2018, co-sponsorisée par le Canada et le Japon. La présence du Vietnam et du Bangladesh ajoutait une dimension asiatique et liée aux deltas ; la Norvège représentait l'engagement nordique et l'Argentine était présente comme pays présidant le G20. Enfin, la présence traditionnelle des institutions internationales multilatérales – Nations unies, FMI, Banque mondiale et OCDE – garantissait un suivi adapté. L'OCDE s'est, en particulier, avérée précieuse ces dernières années grâce à ses études sur les tendances économiques, le travail et les emplois du futur, ainsi que par ses recherches sur les océans et le changement climatique.

Les discussions entre chefs d'État ou de gouvernement du G7 (moins le président Trump qui s'était rendu au sommet entre les États-Unis et la Corée du Nord à Singapour), les 12 autres dirigeants présents, et les directeurs d'institutions multilatérales, ont permis d'approfondir le travail entrepris par le G7 pour établir une Charte sur les plastiques dans les océans. Les États-Unis et le Japon n'ont pas signé la Charte à Charlevoix : ce dernier parce qu'il n'a pas disposé du temps nécessaire pour consulter les représentants de son industrie sur les quotas et objectifs ; le premier en raison de divergences internes dans ses processus inter-institutions et, peut-être, de différences idéologiques de fond. La Charte sur les plastiques dans les océans a toutefois permis de mettre l'accent sur la gestion du cycle

de vie des plastiques dans l'économie, sur la nécessité de favoriser des modes de vie durables et l'éducation, sur la promotion de la recherche, de l'innovation et des nouvelles technologies, et sur l'accélération du Plan d'action du G7 de 2015 pour lutter contre les déchets marins à travers les Programmes pour les mers régionales, conclu lors du sommet d'Elmau.

Le terrain était ainsi préparé pour le dernier groupe de rencontres ministérielles sous présidence canadienne, qui a réuni les ministères de l'Environnement, de l'Énergie et, selon les besoins, de la Pêche et des Océans à Halifax en septembre 2018. La Charte sur les plastiques dans les océans a été étendue à d'autres pays, des initiatives sur l'observation terrestre et les plastiques dans les océans ont été lancées, et de nouveaux financements mobilisés. Nombre d'entités majeures du secteur privé ont rejoint les débats. Toutes les délégations ont contribué

Succès sur les questions océaniques

à des discussions créatives, et si l'unanimité n'a pu se faire sur toutes les initiatives, la voie a été pavée pour la présidence française. Le Canada a conclu ces dernières rencontres sur un succès certain, en dépit des incertitudes qui ont subsisté à l'issue du sommet de Charlevoix lui-même.

Les sommets du G7 sont souvent associés à des opérations de financement d'initiatives, et Charlevoix n'a pas dérogé à la règle. Si le Premier ministre Trudeau a veillé, dans le cadre de la présidence canadienne dès avant le sommet, à ne pas multiplier les demandes de financements dans un contexte de sur-sollicitation des donateurs – avec le risque que les engagements pris ne soient pas tenus –, il est resté ouvert à des appels correspondant à des besoins bien identifiés pouvant émerger dans le processus de négociation du sommet. En rapport avec le thème majeur du sommet – l'égalité entre les sexes –, et en parallèle aux efforts soutenus des États membres du G7, un investissement de 3,8 milliards de dollars a été annoncé pour renforcer l'accès à une éducation de qualité des femmes et des jeunes filles dans des situations de crise et de conflit. L'objectif initial était de lever 1,3 milliard de dollars, mais l'engagement de la Banque mondiale a rendu possible l'investissement le plus massif jamais réalisé en faveur de l'éducation des filles et femmes les plus vulnérables dans le monde. Parallèlement, les institutions de financement du développement des pays du G7 se sont associées pour mobiliser trois autres milliards de dollars d'ici 2020, en faveur d'initiatives qui offriraient aux femmes des pays en développement un meilleur accès aux opportunités de leadership, à des emplois de qualité, et à un soutien financier et entrepreneurial. Pour ce dernier point, serait notamment utilisé le « Défi 2X », destiné à fournir fonds et capitaux privés pour l'entrepreneuriat des femmes.

Pour conclure la présidence canadienne, les rencontres ministérielles d'Halifax ont permis une nouvelle levée de fonds de 200 millions de dollars pour l'élimination des plastiques dans les océans, la résilience des communautés côtières et autres initiatives destinées à limiter l'impact du changement climatique.

Entre autres objectifs, la présidence canadienne souhaitait démythifier le G7 et ses activités à travers des consultations actives de la société civile et une présence élargie sur les réseaux sociaux. Ajoutant aux efforts de consultation entrepris par l'Italie, le Japon et l'Allemagne dans leurs récentes années de présidence, le Canada a élargi le spectre des consultations dans toutes les réunions entre ministres ou entre sherpas, soutenu les sept groupes d'engagement (pour le travail [Labour 7], les affaires [Business 7], la jeunesse [Youth 7], les femmes [Women 7], les sciences [Science 7], les *think tanks* [Thinktank 7] et la société civile [Civil Society 7]) lors de leurs réunions, et surtout fait en sorte que des membres du Conseil consultatif pour l'égalité entre les sexes soient présents aux rencontres et effectivement entendus lors du sommet lui-même.

Des documents politiques relatifs aux différents thèmes abordés ont été publiés sur différents réseaux sociaux et largement commentés. Des suggestions et des remarques ont été émises de la part de particuliers, d'autres gouvernements, d'institutions et de *think tanks* – sans oublier les *trolls*. Ce niveau sans précédent d'engagement dans les médias traditionnels et sociaux a suscité, sur l'année, quelque 3 millions de tweets et 268 millions de commentaires sur le Web, dont 14,8 millions lors du sommet de Charlevoix lui-même. S'il a provoqué quelques manifestations de rue, le sommet n'a pas été marqué par un désordre public sensible. Les médias se sont surtout concentrés sur les débats et résultats réels du sommet, particulièrement lorsque se sont manifestées des divergences.

À l'heure où ces lignes sont écrites, la France a déjà bien entamé sa présidence du G7 : elle a accueilli avec succès une série de rencontres ministérielles et poursuivi le travail du Conseil consultatif pour l'égalité entre les sexes. Elle a également publié un certain nombre de déclarations ministérielles, suite aux rencontres des ministres des Affaires étrangères à Saint-Malo et des ministres de l'Intérieur ou de la Sécurité à Paris.

Ces communiqués vont de la Déclaration de Dinard-St-Malo des ministres des Affaires étrangères sur les femmes, la paix et la sécurité à la Déclaration de Dinard-St-Malo sur le partenariat pour une stratégie

globale et durable de lutte contre le trafic illicite dans la région du Sahel, en passant par une déclaration sur les normes de cybersécurité et une déclaration importante sur l'ordre international fondé sur les normes, avec un soutien marqué aux Nations unies. Les ministres de l'Intérieur ont travaillé sur la traite des êtres humains et les migrations illégales, l'extrémisme numérique, le retour des combattants terroristes et de leurs familles, et la criminalité environnementale.

Ces thèmes, avec d'autres à venir, s'intègrent au modèle classique du G7 : l'identification par le pays hôte des questions globales nécessitant la recherche d'une solution par des partenaires partageant une même vision du monde, et s'appuyant sur le travail déjà accumulé. Cette approche a engrangé de réels succès, et laissé entiers de nombreux défis depuis 1975. Mais le processus du G7 est unique quant à l'ampleur des sujets traités, autant que par la créativité des solutions proposées. À l'approche des discussions significatives qui se tiendront à Biarritz, l'ancien sherpa que je suis reste sincèrement persuadé que la réunion annuelle de ce groupe constitue une réponse importante aux défis et besoins du monde.



Mots clés

G7
Gouvernance mondiale
Canada
Sommet de Charlevoix